



Marché public de services

## **Nettoyage de locaux communaux**

Date limite de réception des offres :

**15 juin 2025 à 17h00**

### **Règlement de la Consultation**

### Article 1 : Acheteur

L'Acheteur est la Commune d'Attignat, 305 Grande rue 01340 ATTIGNAT, représentée par Monsieur le Maire. Profil d'Acheteur en ligne sur <https://marchespublics.ain.fr>.

### Article 2 : Objet de la consultation

La présente consultation concerne des prestations de nettoyage de locaux et d'hygiène de la Commune d'Attignat.

### Article 3 : Conditions de la consultation

#### 3.1 : Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique (le Code).

L'Acheteur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code.

#### 3.2 : Forme et étendue de la consultation

La consultation vise la conclusion de marchés publics mixtes de services de type forfaitaire pour les prestations récurrentes et de type accord-cadre à bon de commande pour les ponctuelles.

#### 3.3 : Allotissement

Trois lots donnant lieu à trois marchés :

- Lot 1 : Bâtiments scolaires-périscolaires
- Lot 2 : Equipements sportifs
- Lot 3 : Mairie-APC

#### 3.4 : Lieu d'exécution

Les prestations de nettoyage s'effectuent au sein des locaux de la Commune d'Attignat dont les adresses figurent au cahier des charges, à l'exception de la blanchisserie.

#### 3.5 : Durée

Les marchés prennent effet au 18 août 2025 pour une durée de 12 mois, reconductibles tacitement deux fois pour une durée cumulée ne pouvant excéder 36 mois.

#### 3.6 : Variante/Option

Le candidat répond obligatoirement à l'offre de base (prestations forfaitaires et occasionnelles) du lot auquel il postule.

Particularité du lot 1 : le candidat peut également répondre à la variante comprenant l'offre de base et des prestations de blanchisserie. L'absence de réponse à l'option n'est pas éliminatoire puisque les lots sont attribués sur examen de l'offre de base. L'Acheteur se réserve la possibilité de retenir ou non cette option avec l'attributaire. Les exigences et les volumes sont précisés dans le dossier de consultation.

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

#### Article 4 : Accès et contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est dématérialisé et téléchargeable gratuitement sur le profil d'Acheteur de la Collectivité via <https://marchespublics.ain.fr> . Il comprend :

- Le présent règlement de la consultation
- L'acte d'engagement propre à chaque lot
- Le cahier des charges avec le tableau des sites
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), document non-contractuel servant à l'analyse financière
- L'attestation de visite
- Le tableau du personnel actuel

#### Article 5 : Modification du dossier de consultation

L'Acheteur se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard quatre jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats répondront alors sur la base du dossier modifié.

#### Article 6 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres et candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en Français.

L'offre doit être solidaire, c'est-à-dire présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par l'Acheteur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Acheteur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### Article 7 : Pièces de la candidature

Pour présenter sa candidature, le candidat utilise :

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;
- soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les formulaires contiendront les éléments indiqués ci-dessous tels que prévus par le Code de la commande publique.

Les renseignements concernant la situation juridique du candidat :

- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles du candidat :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des **principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé**. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'Acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'Acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'Acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de sept jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature en seront informés dans le même délai.

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 et suivants du Code, le candidat ne doit pas se trouver dans un cas d'interdiction de soumissionner.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. **Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.**

## Article 8 : Pièces de l'offre

Le candidat peut concourir à un ou plusieurs lots. Pour être recevable une offre doit obligatoirement comporter :

- L'acte d'engagement complété et signé, du ou des lots
- Le cahier des charges signé (commun aux trois lots)
- Un mémoire technique produit par le candidat d'un maximum de 30 pages format A4, qui peut être commun à plusieurs lots
- L'attestation de visite visée par la Commune
- Spécificité des lots 1 et 2 : un détail du prix forfaitaire faisant ressortir a minima le coût des consommables, de la main d'œuvre.

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## Article 9 : Modalités de remise des plis

L'Acheteur impose la **transmission électronique des plis via le profil d'Acheteur** sur <https://marchespublics.ain.fr>.

La date limite de réception des plis est indiquée sur la page de garde du présent règlement.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annulera et remplacera l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé au 305 Grande rue à Attignat (01340) et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, .xls, .docx, .xlsx, .pdf .

L'Acheteur n'impose pas la signature électronique des pièces.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Le candidat est invité à créer son « espace entreprise » sur la plateforme <https://marchespublics.ain.fr> où il pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'Acheteur lors de chaque consultation.

## Article 10 : Sélection des candidatures

Les critères intervenant dans la sélection des candidatures sont les garanties et capacités techniques et financières, les capacités professionnelles.

#### Article 11 : Critères de sélection des offres

Le jugement des offres s'opérera lot par lot dans le respect des principes fondamentaux du Code. L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par l'application des critères suivants :

<u>Critères</u>	<u>Pondération</u>
Prix	50%
Valeur technique	50%

#### **Critère « Prix » :**

$$\text{Note Prix} = [(\text{montant de l'offre la moins-disante}) / (\text{montant de l'offre analysée})] \times 50$$

Le candidat proposant le prix le plus bas au vu du DQE aura donc 50 points.

#### **Critère « Valeur technique » :**

Important : le mémoire comptera 30 pages A4 au maximum fiches techniques incluses. Inutile de présenter l'histoire de l'entreprise.

Le mémoire sera structuré en trois chapitres répondant aux exigences du cahier des charges et détaillant les dispositions supplémentaires que prend le candidat par rapport aux sous-critères suivants :

- La qualité de la prestation (**sur 23 points**) : quelles sont les procédures d'autoévaluation de la qualité de nettoyage que s'impose le candidat, quelles sont les modalités de suivi des chantiers et de communication avec la Commune, quelles sont les techniques de nettoyage utilisées.

Joindre aussi les fiches techniques des principaux produits utilisés (nettoyants de sol, de surface, de textile, désinfectants...) avec mention des éventuels écolabels ou équivalents.

- Les modalités d'intervention sur le chantier (**sur 17 points**) : quelle organisation retenue (fréquence d'intervention, effectifs affectés à l'instant t sur site), quelles qualifications et expériences du personnel déployé, quelles procédures concrètes de pointage du personnel et de lutte contre l'absentéisme, quelles modalités de remplacement de dernière minute assurant la continuité du service, quels moyens matériels déployés.

Joindre les fiches techniques de l'autolaveuse (lot 2), des outillages, des accessoires...

- Implication dans le développement durable (**sur 10 points**) : en quoi les propositions du candidat répondent-elles aux enjeux environnementaux (consommation raisonnée de fluides, qualité écologique des produits et techniques, écogestes, transports), sociaux (politique d'emploi en faveur des personnes rencontrant des difficultés d'insertion socio-professionnelle), économiques (politique d'achat responsable).

Les points obtenus sont additionnés (M') puis la note technique obéit à la formule :

*Note Technique de l'offre analysée = [(M' de l'offre analysée) / (M' la plus élevée)] X 50*

Le candidat proposant la meilleure offre technique aura donc 50 points.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'offre d'un candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### Article 12 : Négociations éventuelles

A l'issue du classement des offres selon les critères indiqués dans le règlement de la consultation, l'Acheteur se réserve la possibilité de négocier avec **les deux entreprises ayant présenté les offres les mieux classées** de chaque lot. La négociation se fera par échanges écrits.

L'Acheteur s'autorise à négocier sur le prix. Les caractéristiques principales du marché ne pourront être remises en cause lors de la négociation. L'Acheteur analysera les résultats de la négociation au regard des mêmes critères de choix de jugement des offres initiales et procédera à l'attribution du marché. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le jugement des offres après négociations sera effectué dans les mêmes conditions que le jugement des offres initiales.

#### Article 13 : Attribution des marchés

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article R 2143-6 et suivants du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'Acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours ouvrés.

#### Article 14 : Renseignements complémentaires et visite obligatoire

Pour toute demande de renseignement le candidat adresse, au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil d'Acheteur de la Commune sur <https://marchespublics.ain.fr> . Une réponse sera apportée dans les meilleurs délais.

**La visite des sites est indispensable et obligatoire avant la remise des offres. Le candidat aura contacté la Mairie via le profil d'acheteur pour fixer un rendez-vous.**

#### Article 15 : Procédures de recours

Le Tribunal territorialement compétent pour l'introduction des recours et l'obtention de tout renseignement à ce sujet est :

Tribunal administratif de Lyon  
184 Rue Duguesclin  
69433 LYON CEDEX 3  
Tél : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://lyon.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.